

Art. 11. L'article 82 du même arrêté est complété par la disposition sous 13°, rédigée comme suit :

« 13° le plan de réintégration ou le rapport visé à l'article 73/4, § 3. »

Art. 12. Le Ministre compétent pour l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996;

Loi du 7 avril 1999, *Moniteur belge* du 20 avril 1999;

Loi du 10 janvier 2007, *Moniteur belge* du 6 juin 2007;

Arrêté royal du 28 mai 2003, *Moniteur belge* du 16 juin 2003;

Arrêté royal du 4 juillet 2004, *Moniteur belge* du 3 août 2004;

Arrêté royal du 24 avril 2014, *Moniteur belge* du 23 mai 2014.

Art. 11. Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bepaling onder 13°, luidende :

"13° het re-integratieplan of het verslag bedoeld in artikel 73/4, § 3."

Art. 12. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996;

Wet van 7 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 20 april 1999;

Wet van 10 januari 2007, *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 2007;

Koninklijk besluit van 28 mei 2003, *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 2003;

Koninklijk besluit van 4 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 2004;

Koninklijk besluit van 24 april 2014, *Belgisch Staatsblad* van 23 mei 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

[C – 2017/10388]

8 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux

Ce texte annule et remplace l'arrêté royal ci-dessous précédemment paru au *Moniteur belge* n° 278 du 27 octobre 2015, les pages 65984 à 65988.

RAPPORT AU ROI

Sire,

I. Commentaire général

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, vise à modifier l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux.

Le texte de l'arrêté royal du 19 août 1997 visait, en exécution de la loi du 18 juillet 1997 créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux, la détermination des conditions d'octroi de la subvention accordée par l'Etat fédéral en vue de promouvoir la recherche scientifique.

Les conditions d'octroi de ce financement sont toutefois obsolètes et d'après les avis de l'Inspection des Finances, il est presque impossible d'encore mettre en œuvre le programme « Engagement de chercheurs supplémentaires » sous sa forme actuelle, de sorte qu'une actualisation s'impose, vu l'environnement universitaire modifié et l'atmosphère budgétaire moins favorable.

Il est néanmoins indiqué de maintenir la finalité de ce programme – notamment soutenir l'emploi scientifique dans notre pays au sein des universités et des ESF en menant des actions de recherche dans le cadre strict des compétences fédérales – jusqu'à la mise en œuvre d'un nouveau programme fédéral de recherche et, partant, d'assurer jusqu'à sa mise en œuvre la continuité de plus de 200 mandats de recherche, au vu des attentes suscitées à cet égard et de l'année budgétaire déjà trop avancée pour intégrer les crédits concernés dans d'autres mesures de recherche fédérales.

PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

[C – 2017/10388]

8 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinstellingen en in de federale wetenschappelijke instellingen

Deze tekst annuleert en vervangt het koninklijk besluit dat al eerder werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 278 van 27 oktober 2015, de bladzijden 65984 tot en met 65988.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

I. Algemene bespreking

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de modaliteiten voor de wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderzoeksinstellingen en in de federale wetenschappelijke instellingen.

De tekst van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 beoogde, in uitvoering van de wet van 18 juli 1997 tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen, de vastlegging van de toekenningsvoorwaarden van de door de federale staat toegekende subsidie ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek.

De toekenningsvoorwaarden voor deze financiering zijn evenwel verouderd en in het licht van de adviezen van de Inspectie van Financiën is het vrijwel onmogelijk om het programma "Aanwerving van bijkomende onderzoekers" nog uit te voeren onder zijn huidige vorm, gelet op het gewijzigde universitaire landschap en het budgettaire minder gunstig klimaat, zodat bijsturing zich opdringt.

Het is echter aangewezen de finaliteit van dit programma – namelijk de wetenschappelijke werkgelegenheid in ons land in de universiteiten en in de FWI's te ondersteunen door onderzoeksacties binnen het strikt federale bevoegdheidskader – te behouden tot een nieuw federaal onderzoeksprogramma wordt geïmplementeerd en derhalve tot dat ogenblik de continuïteit van meer dan 200 onderzoeksmandaten te bestendigen, gelet op de daartoe gewekte verwachting en vermits het begrotingsjaar te ver gevorderd is om de betrokken kredieten in te passen in andere federale onderzoeksmaatregelen.

Ce texte vise dès lors à actualiser le texte de l'arrêté royal pour qu'il corresponde à la nouvelle réalité.

II. Commentaire des articles

Article 1^{er}

Le présent article adapte une série de définitions formulées à l'arrêté royal du 19 août 1997 afin qu'elles reflètent la réalité :

1° la liste des établissements d'enseignement universitaire est adaptée aux fusions qui sont intervenues dans le paysage universitaire. La référence à l'arrêté royal du 30 octobre 1996 est également actualisée.

2° ce point n'appelle aucun commentaire.

3° en 2003, les services fédéraux des affaires Scientifiques, Techniques et Culturelles (SSTC) ont été convertis en Service public de Programmation (SPP) Politique scientifique. L'accord de gouvernement prévoit la transformation de ce SPP en une direction générale au sein d'un SPF. Afin d'éviter les changements incessants de nom, ce service sera décrit comme étant le service public fédéral compétent pour la politique scientifique.

4° Ce point n'appelle aucun commentaire.

5° Ce point modifie la définition de « chercheur supplémentaire ». L'adaptation porte aussi bien sur la notion même de chercheur que sur le caractère supplémentaire de l'engagement.

L'obligation d'être titulaire d'un titre universitaire de deuxième ou de troisième cycle a été modifiée dans ce sens qu'à présent, les chercheurs post-doctorants qui ont obtenu leur doctorat il y a maximum 3 ans et les chercheurs ayant un diplôme de master engagés dans le cadre d'un projet de recherche, entrent en considération pour des subventions, pour autant qu'au cours des 2 années qui précèdent le premier recrutement dans le cadre de l'arrêté du 19 août 1997, ils n'étaient pas encore liés à l'opérateur. Il va de soi qu'il doit s'agir de chercheurs avec un profil scientifique.

La deuxième condition rappelle la nécessité d'un contrat entre le chercheur et l'opérateur compétent. Ceci est notamment important pour les ESF, qui ne peuvent pas utiliser ces moyens pour recruter du personnel statutaire.

La troisième condition a quelque peu assoupli la condition quantitative, puisque dans le climat actuel des restrictions budgétaires, qui s'accompagne généralement d'une réduction de l'effectif du personnel, on peut difficilement exiger une augmentation absolue du nombre d'ETP. Par conséquent, il est choisi, conformément aux recommandations de l'Inspecteur des Finances, de poser l'exigence que le volume ETP du 30 juin de l'an dernier doit au moins rester stable pour les chercheurs avec un profil scientifique par rapport au volume ETP du 30 juin de l'année actuelle. Cette condition ne s'applique pas aux ESF.

Article 2

Dans l'article 3 du même arrêté royal, le mot "maximale" est abrogé afin de garantir que la partie pourcentuelle dans le financement des institutions scientifiques ne diminue pas, vu le fait qu'elle est déjà soumise à des limitations budgétaires.

Article 3

La présente disposition concerne les clés de répartition entre les différents établissements d'enseignement universitaire. Les clés de répartition visées à l'arrêté royal du 19 août 1997 ne reflètent plus la réalité. Étant donné que la capacité de recherche par établissement repose sur des éléments qui peuvent varier d'une année à l'autre, il a été choisi de maintenir la répartition reprise à l'article 4 de l'arrêté royal du 19 août 1997, mais de déléguer au FWO et F.R.S.-FNRS le soin de la répartition entre les différents établissements d'enseignement universitaire de l'opérateur, de sorte qu'ils puissent établir les clés de répartition en fonction de critères d'évaluation objectifs, qui tiennent entre autres compte avec la compétence de recherche et le potentiel de recherche, l'originalité et l'aspect innovatif du projet, la faisabilité du projet, etc..

Au cours des dernières années l'application stricte de ces critères a conduit à ce que moins de 30% des applications soient approuvées. Cela conduit dès lors que seulement les applications qui satisfont aux critères qualitatives les plus strictes soient sélectionnées et qu'il soit tenu compte lors de cette sélection qu'il s'agit de thèmes scientifiques fédéraux.

Article 4

L'article 11, § 3, alinéa premier, a été adapté à la définition de chercheur supplémentaire visée à l'article 1^{er}, § 1, 6°, de l'arrêté royal du 19 août 1997 et à la condition que le nombre d'ETP doive au moins rester stable.

Un second alinéa a été ajouté à cette disposition, qui insiste sur la nécessité, dans le cadre du rapport, de démontrer que les subventions sont bien destinées à la recherche liée aux matières fédérales de recherche. Ceci doit permettre, plus que dans le passé, de contrôler que

Deze tekst beoogt dan ook de tekst van het koninklijk besluit in overeenstemming te brengen met de gewijzigde realiteit.

II. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel past een aantal definities in het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 aan om deze in overeenstemming te brengen met de realiteit :

1° de lijst van universitaire instellingen wordt aangepast aan de fusies die werden doorgevoerd binnen het universitaire landschap. Ook de verwijzing naar het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 wordt geactualiseerd.

2° dit punt behoeft geen nadere commentaar.

3° de federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (DWTC) werden in 2003 omgevormd tot de Programmatorische Overheidsdienst (POD) Wetenschapsbeleid. Het regeerakkoord voorziet de omvorming van deze POD tot een algemene directie binnen een FOD. Om voortdurende naamswijzigingen te voorkomen, wordt deze dienst omschreven als de federale overheidsdienst bevoegd voor het wetenschapsbeleid.

4° Dit punt behoeft geen nadere commentaar.

5° Dit punt wijzigt de definitie van "bijkomende onderzoeker". De aanpassing heeft zowel betrekking op het begrip zelf van onderzoeker, als op het bijkomende karakter van de aanwerving.

De verplichting om houder te zijn van een universitaire titel van de tweede of de derde cyclus werd gewijzigd in de zin dat nu postdoctorale onderzoekers binnen de 3 jaar na het behalen van hun doctoraat en onderzoekers met een masterdiploma aangenomen op een onderzoeksproject in aanmerking komen voor subsidie voor zover zij de twee jaren voorafgaand aan de eerste aanwerving in het kader van het besluit van 19 augustus 1997 nog niet verbonden waren met de operator. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om onderzoekers met een wetenschappelijk profiel.

De tweede voorwaarde herinnert aan de noodzaak van een overeenkomst tussen de onderzoeker en de bevoegde operator. Dit is met name van belang voor de FWI, die met deze middelen geen statutair personeel kunnen werven.

De derde voorwaarde heeft de kwantitatieve voorwaarde enigszins versoepeld, vermits in het huidige klimaat van budgettaire restricties die doorgaans gepaard gaan met een dalend personeelsbestand, een absolute toename van het aantal VTE wellicht niet vereist kan worden. Er wordt daarom voor geopteerd om overeenkomstig de aanbevelingen van de Inspecteur van Financien de vereiste te stellen dat het VTE-volume van 30 juni vorig jaar minstens stabiel moet blijven voor de onderzoekers met een wetenschappelijk profiel ten aanzien van het VTE-volume op 30 juni van het huidige jaar. Deze voorwaarde geldt niet voor de FWI.

Artikel 2

In artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "maximale" geschrapt om te garanderen dat het procentuele aandeel in de financiering van de federale wetenschappelijke instellingen niet afneemt, nu zij reeds onderhevig zijn aan budgettaire beperkingen.

Artikel 3

Deze bepaling betreft de verdeelsleutels tussen de verschillende universitaire instellingen. De verdeelsleutels in het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 stemmen niet langer overeen met de realiteit. Vermits de onderzoekscapaciteit per instelling afhankelijk is van elementen die jaarlijks kunnen wijzigen werd ervoor geopteerd om de verdeling opgenomen in artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 august 1997 te behouden, maar de verdere verdeling tussen de verschillende universitaire instellingen van de operator aan het FWO en het F.R.S.- FNRS te delegeren zodat zij de verdeelsleutels kunnen baseren op objectieve evaluatiecriteria, die onder meer rekening houden met onderzoeksbekwaamheid en -potentieel, de originaliteit en het vernieuwend karakter van het project, haalbaarheid van het project enz.

In de voorbije jaren heeft de strikte toepassing van die criteria ertoe geleid dat minder dan 30 % van de aanvragen werd toegewezen. Dit leidt er aldus toe dat enkel de aanvragen die voldoen aan de strengste kwalitatieve criteria worden geselecteerd en dat bij deze selectie in aanmerking wordt genomen dat het moet gaan om federale wetenschappelijke thema's.

Artikel 4

Artikel 11, § 3, eerste lid werd aangepast aan de in artikel 1, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 bepaalde definitie van bijkomend onderzoeker en de voorwaarde dat het aantal VTE minstens stabiel moet blijven.

Aan deze bepaling werd een tweede lid toegevoegd dat benadrukt dat in het kader van de rapportering moet worden aangetoond dat de subsidies worden ingezet voor onderzoek met betrekking tot federale onderzoeksgelegenheden. Dit moet meer dan in het verleden,

les chercheurs mis à disposition des institutions d'éducation universitaires, seront employés dans des programmes de recherche qui relèvent des compétences fédérales, au sens de l'article 6bis, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 sur la réforme des institutions. Cette provision mentionne les compétences suivantes :

1° la recherche scientifique nécessaire à l'exercice de ses propres compétences, en ce compris la recherche scientifique en exécution d'accords ou d'actes internationaux ou supranationaux;

2° la mise en oeuvre et l'organisation de réseaux d'échange de données entre établissements scientifiques sur le plan national et international;

3° la recherche spatiale dans le cadre d'institutions, d'accords ou d'actes internationaux ou supranationaux;

4° les établissements scientifiques et culturels fédéraux, en ce compris les activités de recherche et de service public de ces derniers. Le Roi désigne ces établissements par arrêté délibéré en Conseil des ministres. L'avis conforme des Gouvernements de Communauté et de Région est requis pour toute modification ultérieure de cet arrêté;

5° les programmes et actions nécessitant une mise en oeuvre homogène sur le plan national ou international dans des domaines et suivant des modalités fixés par des accords de coopération visés à l'article 92bis, § 1^{er};

6° la tenue d'un inventaire permanent du potentiel scientifique du pays suivant des modalités fixées par un accord de coopération visé à l'article 92bis, § 1^{er};

7° la participation de la Belgique aux activités des organismes internationaux de recherche suivant des modalités fixées par des accords de coopération visés à l'article 92bis, § 1^{er}."

Article 5

Le présent article concerne l'entrée en vigueur du présent arrêté royal et n'appelle aucun commentaire.

Article 6

Le présent article concerne l'exécution du présent arrêté royal et n'appelle aucun commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

La Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique,
E. SLEURS

8 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 juillet 1997 créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux, les articles 2, 3 et 4, premier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 14 août 2015;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 août 2015;

Considérant que le présent arrêté s'inscrit dans les compétences fédérales en matière de politique scientifique dans le sens de l'article 6bis, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, notamment le financement de chercheurs supplémentaires pour toute recherche nécessaire aux compétences propres de l'Etat fédéral et le financement de l'engagement de chercheurs scientifiques supplémentaires au bénéfice des établissements scientifiques fédéraux;

toelaten om na te gaan dat de ter beschikking van de universitaire onderwijsinstellingen gestelde onderzoekers tewerkgesteld worden in onderzoeksprogramma's die behoren tot federale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 6bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen. Deze bepaling vermeld volgende aangelegenheden :

1° het wetenschappelijk onderzoek dat nodig is voor de uitoefening van haar eigen bevoegdheden, met inbegrip van het wetenschappelijk onderzoek ter uitvoering van internationale of supranationale overeenkomsten of akten;

2° de uitvoering en organisatie van netwerken voor gegevensuitwisseling tussen wetenschappelijke instellingen op nationaal en internationaal vlak;

3° het ruimtevaartonderzoek in het raam van internationale of supranationale instellingen en overeenkomsten of akten;

4° de federale wetenschappelijke en culturele instellingen, met inbegrip van hun onderzoeksactiviteiten en hun activiteiten van openbare dienstverlening. De Koning wijst deze instellingen bij in Ministerraad overlegd besluit aan. Het eensluidend advies van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen is vereist voor elke latere wijziging van dit besluit;

5° de programma's en acties die een homogene uitvoering vereisen op nationaal of internationaal vlak in domeinen en volgens nadere regels vastgesteld in samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 92bis, § 1;

6° het bijhouden van een permanente inventaris van het wetenschappelijk potentieel van het land volgens regels vastgesteld in een samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92bis, § 1;

7° de Belgische medewerking aan activiteiten van internationale onderzoeksorganen volgens regels vastgesteld in samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 92bis, § 1."

Artikel. 5

Dit artikel betreft de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit en behoeft geen verdere toelichting.

Artikel 6

Dit artikel betreft de uitvoering van dit koninklijk besluit en behoeft geen verdere toelichting.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,
E. SLEURS

8 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinstellingen en in de federale wetenschappelijke instellingen.

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 juli 1997 tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen, artikel 2, 3 en 4, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinstellingen en in de federale wetenschappelijke instellingen;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 augustus 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 augustus 2015;

Overwegende dat dit besluit kadert in de federale bevoegdheden inzake wetenschapsbeleid in de zin van artikel 6bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met name het financieren van bijkomende onderzoekers voor onderzoek dat nodig is voor de eigen bevoegdheden van de federale overheid en het financieren van de aanwerving van bijkomende wetenschappelijke onderzoekers in de federale wetenschappelijke instellingen;

Considérant que lors de la préparation du financement pour l'année académique 2015-16 il est apparu que l'Inspection de Finances plaide depuis plusieurs années en faveur d'une actualisation urgente du cadre réglementaire (cf. les avis du 15 octobre 2013 et du 24 octobre 2014);

Vu la requête de traitement d'urgence, motivée par la circonstance que les conditions de financement devront être actualisées aussitôt que possible afin de permettre aux opérateurs de prendre les mesures requises avant le début de l'année académique, pour qu'ils puissent sélectionner et engager les nouveaux chercheurs et qu'ils puissent assurer la continuité de plus que 200 mandats de recherche dans des compétences scientifiques fédérales, la période d'insécurité juridique au chef des chercheurs, des universités et des établissements scientifiques fédéraux devant être limitée et l'application rétroactive du présent arrêté royal devant être évitée;

Vu l'avis 58.155/1/V du Conseil d'Etat, donné le 14 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la présentation de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, et de l'avis des Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux :

1^o *littera a*) est remplacé par ce qui suit :

"*a*) Institution : les établissements d'enseignement universitaire et les établissements scientifiques fédéraux, bénéficiaires des chercheurs soit :

1^o chacune des institutions suivantes, qui sont appelés "institutions du premier groupe" :

- 1) « Université Catholique de Louvain »;
- 2) « Université Libre de Bruxelles »;
- 3) « Université de Liège »;
- 4) « Université de Mons »;
- 5) « Université de Namur »;
- 6) « Université Saint-Louis – Bruxelles »;

2^o chacune des institutions suivantes lesquelles sont appelées "institutions du deuxième groupe" :

- 1) « Katholieke Universiteit Leuven »;
- 2) « Universiteit Gent »;
- 3) « Universiteit Antwerpen »;
- 4) « Vrije Universiteit Brussel »;
- 5) « Universiteit Hasselt ».

3^o les établissements scientifiques fédéraux dont la liste est reprise à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques fédéraux;"

2^o *littera b*) est remplacé par ce qui suit :

"*b*) Opérateur : les organismes bénéficiaires des subventions, soit :

1^o les établissements scientifiques fédéraux, visés sub *a*), ou leurs groupements, chacun pour ce qui le concerne;

2^o le Fonds national de la Recherche scientifique (en abrégé : le F.R.S. – FNRS) en ce qui concerne les institutions du premier groupe;

3^o le Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (en abrégé : le FWO) en ce qui concerne les institutions du deuxième groupe;"

3^o *littera d*) est remplacé par ce qui suit :

"*d*) Administration : le service public fédéral compétent pour la politique scientifique;"

4^o les modifications suivantes sont apportées in *littera f*) :

a) au premier tiret, les lettres « NFWO » sont remplacées par les lettres « FWO » et les lettres « FNRS » sont remplacées par les lettres « F.R.S. – FNRS »;

b) au deuxième tiret, les mots « et culturels » sont abrogés;

Overwegende dat bij de voorbereiding van de financiering voor het academiejaar 2015-16 aan het licht is gekomen dat de Inspectie van Financiën al meerdere jaren pleit voor een hoogstnoodzakelijke actualisering van het regelgevend kader (zie de adviezen van 15 oktober 2013 en 24 oktober 2014);

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de financieringsvoorwaarden zo snel mogelijk moeten worden geactualiseerd om de operatoren toe te staan om voor aanvang van het nakende academiejaar de nodige maatregelen te kunnen treffen, zodat zij nieuwe onderzoekers kunnen selecteren en aanstellen en zo de continuïteit kunnen garanderen van meer dan 200 onderzoeksmandaten in federale wetenschappelijke aangelegenheden, waarbij de periode van (rechts)onzekerheid in hoofdte van zowel de onderzoekers, de universiteiten als de federale wetenschappelijke instellingen, dient te worden beperkt en de retroactieve werking van het voorliggende koninklijk besluit dient te worden vermeden;

Gelet op het advies 58.155/1/V van de Raad van State, gegeven op 14 september 2015, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris van Wetenschapsbeleid, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinstellingen en in de federale wetenschappelijke instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o *littera a*) wordt vervangen als volgt :

"*a*) Instelling : de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen die onderzoekers krijgen toegewezen, hetzij :

1^o elk van de volgende instellingen, die "instellingen van de eerste groep" worden genoemd :

- 1) « Université Catholique de Louvain »;
- 2) « Université Libre de Bruxelles »;
- 3) « Université de Liège »;
- 4) « Université de Mons »;
- 5) « Université de Namur »;
- 6) « Université Saint-Louis – Bruxelles »;

2^o elk van de volgende instellingen, die "instellingen van de tweede groep" worden genoemd :

- 1) « Katholieke Universiteit Leuven »;
- 2) « Universiteit Gent »;
- 3) « Universiteit Antwerpen »;
- 4) « Vrije Universiteit Brussel »;
- 5) « Universiteit Hasselt »;

3^o de federale wetenschappelijke instellingen waarvan de lijst is opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanduiding van de federale wetenschappelijke instellingen;"

2^o *littera b*) wordt vervangen als volgt :

"*b*) Operator : de organismen die genieten van subsidies, hetzij :

1^o de federale wetenschappelijke instellingen, bedoeld onder *a*), of hun groeperingen, ieder voor wat haar betreft;

2^o het Fonds national de la Recherche scientifique (afgekort : het F.R.S. – FNRS) voor wat de instellingen van de eerste groep betreft;

3^o het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (afgekort : het FWO) voor wat de instellingen van de tweede groep betreft;"

3^o *littera d*) wordt vervangen als volgt :

"*d*) Administratie : de federale overheidsdienst bevoegd voor het wetenschapsbeleid;"

4^o in *littera f*), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste streepje worden de letters "NFWO" vervangen door de letters "FWO" en worden de letters "FNRS" vervangen door de letters "F.R.S. – FNRS";

b) in het tweede streepje worden de woorden "en culturele" opgeheven;

5° *littera g)* est remplacé par ce qui suit :

“*g)* Chercheur supplémentaire : toute personne qui répond à l’ensemble des conditions suivantes :

1° il est engagé par l’opérateur à la recherche scientifique, soit dans une fonction temporaire dans les trois années qui suivent l’obtention du titre de doctorat, soit dans le cadre d’un projet scientifique spécifique pour lequel un diplôme de master est exigé, pour autant que, dans les deux années qui précèdent le premier recrutement dans le cadre du présent arrêté, il n’était pas encore lié à l’opérateur en tant qu’employé;

2° il peut être engagé sous contrat par l’opérateur;

3° son engagement entraîne que le volume ETP pour les chercheurs scientifiques, respectivement, de l’ensemble des établissements scientifiques fédéraux, du FWO ainsi que du F.R.S.-FNRS, reste au moins stable au cours de l’année académique pour laquelle ces subventions ont été accordées par rapport au volume ETP de l’année académique qui précède.”.

Art. 2. A l’article 3 du même arrêté, le mot « maximale » est supprimé.

Art. 3. L’article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

“Art. 5. § 1^{er}. Les crédits budgétaires visés à l’article 4, *a)*, sont répartis par le F.R.S.-FNRS entre les établissements du premier groupe tel que visé à l’article 1, *a)*, 1°, du présent arrêté.

Les crédits budgétaires visés à l’article 4, *b)*, sont répartis par le FWO entre les établissements du second groupe tel que visé à l’article 1^{er}, *a)*, 2°, du présent arrêté.

§ 2. Lors de la répartition, visée au paragraphe 1^{er}, les opérateurs tiennent compte de :

1° la qualité des candidats, à savoir leur aptitude en matière de recherche, leur créativité, leur autonomie scientifique et le nombre et la qualité de leurs publications;

2° la qualité du projet proposé, à savoir son originalité, son caractère novateur et sa faisabilité.”.

Art. 4. L’article 11, § 3, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. Le rapport mentionné au paragraphe 2 devra démontrer que, en tenant compte des chercheurs supplémentaires engagés en exécution des dispositions du présent arrêté, l’effectif, en équivalents temps plein du personnel scientifique, respectivement, de l’ensemble des établissements fédéraux scientifiques, du F.R.S.-FNRS ainsi que du FWO est resté au moins stable entre le dernier jour du trimestre pénultième précédant la date d’entrée en vigueur dudit arrêté ministériel, de ses derniers renouvellement ou prolongation et le dernier jour du trimestre pénultième précédant celui au cours duquel est établi ledit rapport.

Il devra également ressortir du rapport mentionné au paragraphe 2, conformément à l’article 2, § 2, de la loi créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d’enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux, que les subventions accordées sont utilisées à des fins de recherche telle que visée à l’article 6*bis*, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.”.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

La Secrétaire d’État à la Politique scientifique,
E. SLEURS

5° *littera g)* wordt vervangen als volgt :

“*g)* Bijkomende onderzoeker : ieder persoon die aan het geheel van volgende voorwaarden beantwoordt :

1° hij wordt door de operator voor wetenschappelijk onderzoek aangeworven, hetzij in een tijdelijke functie binnen een periode van drie jaar volgend op het behalen van de doctoraatstitel, hetzij in het kader van een specifiek wetenschappelijk project waarvoor een masterdiploma vereist is, voor zover hij in de loop van een periode van twee jaar voorafgaand aan de eerste aanwerving in het kader van dit besluit nog niet als werknemer verbonden was aan de operator;

2° hij kan door de operator aangenomen worden bij overeenkomst;

3° zijn aanwerving zorgt ervoor dat het VTE-volume voor de wetenschappelijke onderzoekers binnen het personeelsbestand van, respectievelijk, het geheel van de federale wetenschappelijke instellingen, het FWO evenals het F.R.S.-FNRS tijdens het academiejaar waarvoor deze subsidies worden toegekend minstens stabiel blijft ten aanzien van het VTE-volume tijdens het voorgaande academiejaar.”.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het woord “maximale” opgeheven.

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 5. § 1. De in artikel 4, *a)*, bedoelde begrotingskredieten worden door het F.R.S.-FNRS verdeeld onder de instellingen van de eerste groep, vermeld in artikel 1, *a)*, 1°, van dit besluit.

De in artikel 4, *b)*, bedoelde begrotingskredieten worden door het FWO verdeeld onder de instellingen van de tweede groep, vermeld in artikel 1, *a)*, 2°, van dit besluit.

§ 2. Bij de verdeling, vermeld in paragraaf 1, houden de operatoren rekening met :

1° de kwaliteit van de kandidaten, waaronder wordt verstaan hun onderzoeksvaardigheid, creativiteit, wetenschappelijke zelfstandigheid en het aantal en de kwaliteit van hun publicaties;

2° de kwaliteit van het voorgestelde project, waaronder wordt verstaan de originaliteit, het vernieuwende karakter en de haalbaarheid ervan.”.

Art. 4. Artikel 11, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Uit het in paragraaf 2 vermelde rapport moet, rekening houdend met de bijkomende onderzoekers aangeworven ingevolge de bepalingen van dit besluit, blijken dat het wetenschappelijke personeelsbestand, in voltijds equivalent, van, respectievelijk, het geheel van de federale wetenschappelijke instellingen, het F.R.S.-FNRS en het FWO minstens stabiel blijft tussen de laatste dag van het voorlaatste trimester voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van het bovengenoemd ministerieel besluit, van zijn laatste hernieuwing of verlenging, en de laatste dag van het voorlaatste trimester voorafgaand aan dit tijdens hetwelk bovengenoemd rapport wordt opgesteld.

Uit het in paragraaf 2 vermelde rapport moet in overeenstemming met artikel 2, § 2, van de wet tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen, tevens blijken dat de verleende subsidies worden aangewend voor onderzoek als bedoeld in artikel 6*bis*, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.”.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De minister bevoegd voor het wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Staatssecretaris van Wetenschapsbeleid,
E. SLEURS